

Rien n'annonçait encore la guerre de Corée quand nous avons pris la décision de participer à cette alliance militaire de grande envergure. Même si le conflit de Corée prenait fin immédiatement, nous aurions encore de graves obligations à remplir en vue de maintenir la paix en Europe et dans le reste du monde. Dès octobre 1949, on tenait à Washington les pourparlers préliminaires au sujet d'un tel accord. Les nations de l'Atlantique se sont ensuite mises d'accord, à Paris en décembre, sur un concept stratégique de base. En mars 1950, quelque temps avant les hostilités de Corée, un accord d'ordre général intervenait, à la Haye, au sujet de la répartition des tâches pour parer à la menace de l'agression russe. On n'a guère agi dans le secret, ainsi qu'il convenait à une association de peuples libres affirmant librement leur union en vue d'une grande cause.

Nos tâches en Corée et en Europe sont bien différentes. Le pacte de l'Atlantique-Nord créée, chez ceux qui l'ont signé, des obligations relatives à toute agression russe n'importe où en Europe. Aucun doute à cet égard. Nos obligations quant à la Corée se rapportent uniquement à la Corée. L'un des problèmes principaux qui se présentent dans ce domaine est précisément celui-ci: les mêmes pays peuvent être fermement décidés d'agir avec vigueur en cas d'agression contre toute nation du Pacifique ou de sa périphérie, mais il semble peu probable qu'on en vienne pour le moment, au sujet de l'Asie, à un pacte général qui imposerait des obligations aussi générales que celles qui ont trait à l'Europe.

Pour cette raison, nos incertitudes à l'égard de la Corée et de l'Asie en général ne devraient pas nous amener à conclure que, pour ce qui est des mesures à prendre en vue de préserver la paix en Europe, toute incertitude analogue en est nécessairement la contrepartie naturelle. En Corée, les forces des Nations Unies font la guerre. N'oublions pas cette sombre réalité. Elles y livrent la guerre dans toute son horreur. En Europe au contraire, les troupes du général Eisenhower cherchent à maintenir la paix. N'oublions pas non plus cette réalité encourageante. Nous devrions toujours nous efforcer de bien faire comprendre à notre propre population et à nos ennemis éventuels qu'en Europe nous cherchons à maintenir la paix et que la paix est le but que nous nous sommes assigné en entreprenant de mettre sur pied une force militaire, de concert avec d'autres pays.

Personne ne peut dire pour combien de générations encore le monde doit vivre dans une atmosphère de guerre, de gaspillage et d'insécurité avant que paraisse l'aube de cette

ère de paix durable vers laquelle tendent tous nos efforts. Il est certain cependant que la longue recherche d'un plan pratique pour mettre fin aux ravages inutiles de la guerre, recherche qui a abouti au pacte de l'Atlantique-Nord, marque une des plus importantes étapes de toute l'histoire de l'humanité. Pour ma part, je n'hésite pas à reconnaître le rôle joué par les représentants du Canada dans la préparation détaillée de cet accord international d'une importance capitale. Ce pacte est bien de nature à reconforter les peuples pacifiques, tant ceux qui vivent dans les pays libres que ceux qui sont asservis derrière le rideau de fer.

Un des points dont, il me semble, nous devons tenir compte, plus en tout cas que par le passé, c'est que les garanties de la paix future paraîtront très douteuses à notre population si nous n'avons rien de mieux à lui offrir que le spectacle d'un camp armé de notre côté du rideau de fer, tandis que de l'autre côté des nations continuent indéfiniment de vivre dans une forme d'esclavage. En plus de maintenir la paix pour nous-mêmes et pour les autres peuples qui sont encore libres, nous devons, je crois, avoir pour idéal de mettre cette paix à profit pour rendre un jour la liberté aux nations aujourd'hui asservies.

Le Canada traverse aujourd'hui une heure unique dans son histoire. Étant l'une des nations les plus puissantes de l'association britannique et le pays le plus ami des États-Unis avec lequel il a des liens étroits au point de vue géographique et sentimental, sans oublier les liens du sang, le Canada a aujourd'hui l'occasion de jouer un rôle hors de toute proportion avec son importance numérique. N'ayant pas les immenses responsabilités des États-Unis, ni l'inconvénient du voisinage géographique de la Russie que subit le Royaume-Uni, nous devrions être capables d'adopter une ligne de conduite propre à resserrer les liens d'harmonie qui existent entre les deux plus puissantes nations du monde occidental.

Dans tous nos rapports avec le Royaume-Uni et les États-Unis, notre premier souci devrait être de ne poser aucun geste qui soit de nature à faire naître la friction, la mésentente, ou à attiser le feu de la critique qui déjà menace de détruire la bonne volonté et la confiance mutuelle, qu'on a si bien réussi à édifier dans ces deux pays pendant et depuis la guerre.

Certaines critiques formulées dernièrement pas des membres du Gouvernement, tant à l'adresse du Royaume-Uni que des États-Unis, ne sont pas de nature à accroître l'harmonie entre ces deux nations et la nôtre ni entre